

8 Actualité

Rome ouvre la chasse aux sangliers

ITALIE Le gouvernement de Giorgia Meloni a libéralisé la chasse aux cochons sauvages, partout et en tout temps, même dans ses réserves protégées, sous le couvert du contrôle et de la gestion de cette population animale

ANTONINO GALOFARO, ROME
 @ToniGalofaro

Des dizaines de personnes sont réunies autour d'un petit parc près d'une école primaire. Ils implorent les forces de l'ordre de ne pas abattre une laie et ses marcsins. Un agent, armé d'un fusil anesthésiant, s'approche des porcs sauvages. L'animal et ses petits avaient trouvé refuge dans ce quartier populaire à quelques centaines de mètres à l'ouest du Vatican, à Rome. Le jardin public leur servait de refuge, et les poubelles, vidées occasionnellement, de cantine. Alertée, la police locale est intervenue et, malgré les prières des habitants du quartier et des militants, les phacochères ont été endormis puis abattus.

Des cochons en ville

L'épisode a ému la capitale fin 2020. Des fleurs, des bougies et des dessins d'enfants ont été laissés aux abords du parc. Ce drame prend une autre dimension aujourd'hui: l'Italie autorise désormais la chasse de la faune

sauvage dans ses réserves protégées et dans ses centres urbains. Un amendement au projet de loi de finances 2023, approuvé jeudi par le parlement, autorise ce genre de battues. Le texte prévoit même que la bête, une fois abattue et soumise à des analyses sanitaires, puisse être consommée. Il prévoit ainsi un plan extraordinaire sur cinq ans et encore obscur «de gestion et de confinement de la faune sauvage pouvant être mis en œuvre par abattage et capture» même en dehors des périodes de chasse.

Le sanglier n'est pas nommé. Mais il est la principale cible. L'exécutif compte lutter contre ce qu'il considère comme une menace pour les agriculteurs et pour la sécurité routière, mais aussi pour endiguer l'épidémie de peste porcine africaine. Or la mesure est prise sans soutien populaire, comme en témoignent l'épisode de 2020 ou encore la mobilisation de cet été pour sauver les cochons sauvages recueillis par une association au sein d'un refuge baptisé «La ferme

des derniers», aux portes de la capitale. Les Romains avaient déjà accueilli les goélands, devenus urbains après avoir compris qu'ils pouvaient vivre et se nourrir en ville et sur les bords du Tibre. Ils avaient aussi appris depuis quelques années à cohabiter avec les sangliers. Il n'est ainsi pas rare de croiser une famille de cochons sauvages dans le centre-ville ou en se rendant à la plage.

«Un massacre à venir»

Mais ce n'est plus seulement le simple abattage qui inquiète. L'opposition dénonce depuis des semaines les possibles dérives dangereuses de la norme et le risque que la Botte ne se transforme en véritable far west. «Ils ont tranché en faveur de l'abattage d'animaux protégés dans des zones où la chasse est interdite, pour favoriser le lobby de la chasse et des armes, a dénoncé le député des Verts italiens Angelo Bonelli. Le parti de Giorgia Meloni a lancé une agression contre la biodiversité et la faune de notre pays.» Dans une note commune,

les principales associations animalistes et environnementales italiennes craignent de leur côté «un massacre à venir d'animaux sauvages et une mise en danger de la sécurité publique».

«Le parti de la première ministre a lancé une agression contre la biodiversité et la faune de notre pays»

ANGELO BONELLI,
DÉPUTÉ VERT DE ROME

«Ils sont fous ceux qui pensent qu'on pourra chasser en ville», s'empare l'auteur de l'amendement, le député de Fratelli d'Italia, Tommaso Foti. Sa réaction dans les colonnes de *La Repubblica* rappelle la fameuse expres-

sion d'Obélix, le personnage de bande dessinée créé par René Goscinny et Albert Uderzo, qui serait heureux de vivre en Italie aujourd'hui. Le texte de l'élu reste flou quant à sa réelle mise en œuvre. Les opérations devront être coordonnées par l'Unité pour la protection environnementale des carabinieri. Ces militaires devront s'entourer de chasseurs reconnus, de gardes-chasses et d'agents de la police locale pour contrôler et gérer la population des sangliers, estimée en 2022 par la Coldiretti, la fédération des agriculteurs, à 2,3 millions d'individus. L'idée du parlementaire est d'éliminer les sangliers en ville d'abord «en les capturant avec des cages, en utilisant des carabines chargées de somnifères», avant de les abattre loin des regards indiscrets.

Balles dangereuses

Confier à des chasseurs la tâche de réduire le nombre de sangliers est un «contresens». «Ce sont eux qui l'ont introduit en Italie» dans le courant du siècle dernier

«pour pouvoir le chasser pour le plaisir», s'empare Domenico Aiello, le responsable de la protection juridique de la nature au sein du WWF Italie. «Un prélèvement sélectif est nécessaire pour contrôler les sangliers, poursuit le militant. Si un chasseur abat la matriarche par exemple, la conséquence sera au contraire l'augmentation du nombre des sangliers car les autres femelles n'hésiteront pas à se reproduire.» L'homme est donc convaincu que la mesure voulue par le gouvernement est une réponse au soutien reçu de la part des chasseurs – plus de 500000 en Italie – lors des dernières élections de septembre.

Les opposants à l'amendement craignent par ailleurs que les balles des chasseurs puissent transpercer non seulement les sangliers, mais aussi d'autres espèces comme le loup et l'ours. Ou, pire encore, des êtres humains. Lors de la dernière saison de chasse, 90 personnes ont péri par accident sous le coup d'un chasseur. ■

Un projet ambitieux pour un rabais de 20% sur les crèches

POLITIQUE FAMILIALE Consacrer plusieurs centaines de millions de francs pour permettre aux femmes et aux hommes de mieux concilier vie professionnelle et parentalité, c'est l'ambition d'une commission du Conseil national

MICHEL GUILLAUME, BERNE
 @mfguillaume

C'était Noël avant l'heure le 8 décembre dernier. Alors que tous les médias commentaient fébrilement les changements de département au sein du Conseil fédéral, une nouvelle tombait dans l'indifférence générale: la Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC) du Conseil national a approuvé un projet de soutien à l'accueil extrafamilial pour enfants pour un montant total de 770 millions de francs par an. Ce qui devrait permettre d'alléger de 20% la facture des crèches, quel que soit le revenu des parents.

En fait, ce n'est pas encore Noël. Le projet n'a passé la rampe que d'une commission et il peut encore être édulcoré lorsqu'il passera en plénum des deux Chambres fédérales. Mais il est bien parti: la CSEC est entrée en matière à une majorité des deux tiers somme toute confortable.

«L'urgence d'agir»

En Suisse, tout le monde sait que la politique familiale n'est qu'embryonnaire. Une question avant tout privée, a-t-on longtemps pensé. Mais ces dernières années, les milieux économiques ont commencé à s'inquiéter de la pénurie de main-d'œuvre suscitée par le départ à la retraite des baby-boomers. Dès lors, le vaste chantier que constitue la «compatibilité famille-travail» en améliorant sensiblement l'offre et le prix de l'accueil extrafamilial des enfants est devenu prioritaire. En 2019 s'est créé un groupe de pilotage sous le patronage de la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter, dont Valentin Vogt a accepté de prendre la présidence. Le président de l'Union patronale suisse (UPS) a pris sa tâche très à cœur et cette faitière a multiplié les éditoriaux. «Il y a urgence à agir», écrivait encore tout récemment son économiste en chef Simon Wey.

Sous la Coupole fédérale, les deux Chambres approuvent au printemps 2021 une motion de la CSEC du Conseil national, de sorte que celle-ci peut se

mettre au travail. En découle un projet de loi qui coûterait 530 millions par an pour la seule Confédération. En prime pour les parents: un rabais de 10% sur chaque place d'accueil. En plus de cette contribution, ces mêmes parents pourraient recevoir 5 à 10% supplémentaires – un bonus en quelque sorte – s'ils vivent dans un canton déjà généreux dans le cadre de la réduction des frais de crèche. Le but est d'éviter que les cantons ne réduisent leur propre contribution en se reposant sur la manne fédérale, comme certains d'entre eux l'ont fait en Suisse allemande à propos des subsides aux primes d'assurance maladie.

Mis en consultation, le projet recueille un large soutien: 23 cantons applaudissent ou du moins entrent en matière, soit tous sauf Berne, Zoug et les Grisons. La plupart des partis l'approuvent aussi, sauf l'UDC qui le rejette en estimant que le projet «outrepasse les compétences constitutionnelles» de la Confédération. Le PLR est quant à lui divisé: il pense lui aussi que ce dossier est du ressort des cantons. Mais sa section femmes le soutient.

«Notre but est de pérenniser l'aide directe aux familles afin que les parents puissent continuer à travailler sans se ruiner»

SIMONE DE MONTMOLLIN,
CONSEILLÈRE NATIONALE (PLR/GE)

Chez les partenaires sociaux, l'accueil est dans l'ensemble aussi favorable, même si les syndicats sont bien sûr plus enthousiastes que le patronat. En dehors de l'UPS très engagée en faveur du projet, Economiesuisse émet des réserves sur son coût et ses bénéfices, tandis que l'Union suisse des arts et métiers s'y oppose franchement pour les mêmes raisons que l'UDC.

Sur cette base relativement solide, la CSEC modifie son projet sur un point important. A la demande des cantons qui jugent le système de bonus très compliqué à mettre en œuvre, elle renonce à récom-

770

C'est, en millions, le coût annuel u projet de soutien à l'accueil extrafamilial pour enfants tel qu'approuvé par la commission du National.

penser les cantons généreux et leurs habitants, les traitant tous sur un pied d'égalité. C'est cela qui fait grimper le coût du projet à 770 millions de francs par an, si l'on y inclut une aide de 60 millions pour la petite enfance. Le nouveau système de calcul est baptisé «malus»: après quatre ans, le montant de la contribution de la Confédération sera réévalué en fonction de la participation financière des cantons aux frais de l'accueil extrafamilial.

Faciliter le retour au travail

Au sein de la CSEC, les femmes qui ont contribué à la rédaction du projet sont conscientes que ce montant sera rogné en plénum par les Chambres. «Notre but est de pérenniser l'aide directe aux familles afin que les parents puissent continuer à travailler sans se ruiner avec le coût de l'accueil extrafamilial des enfants», déclare Marie-France Roth Pasquier (Le Centre/FR). «S'il faut faire des concessions, on peut envisager de ne pas allouer l'aide jusqu'à la fin de la scolarité.»

Simone de Montmollin (PLR/GE), qui s'exprime à titre personnel, abonde dans ce sens. Selon elle, il faut stopper la perte d'une main-d'œuvre féminine qualifiée en facilitant son retour au travail après le congé maternité. Selon les derniers chiffres de l'Office fédéral de la statistique, une femme sur 9 arrête de travailler à l'arrivée du premier enfant et le taux d'activité des femmes baisse encore de 7 points à la deuxième maternité. «Il s'agit là d'un projet d'envergure nationale, qui a des effets positifs reconnus sur les plans tant social qu'économique», insiste-t-elle.

Pour sa part, Valérie Piller Carrard (PS/FR) se dit «assez confiante» quant à la réussite du projet, même s'il sera modifié et probablement revu à la baisse. «Nous avons étroitement collaboré avec les cantons et l'économie. Si le projet se concrétise, ce sera un grand pas pour la Suisse, qui se départira enfin de son étiquette de pays en voie de développement en matière de politique familiale.» ■

Un gouvernement à droite toute en Israël

PROCHE-ORIENT Benjamin Netanyahu a renoué hier avec le pouvoir en formant un cabinet ministériel qui suscite déjà de vives inquiétudes

ATS

Vainqueur des législatives du 1er novembre, Benjamin Netanyahu a bénéficié d'un vote de confiance au parlement, remporté par une majorité de 63 élus sur 120, après avoir présenté son équipe ministérielle. Le chef du Likoud (droite) a notamment annoncé la nomination de l'ex-ministre du Renseignement Eli Cohen à la tête des Affaires étrangères. La veille, il avait indiqué que Yoav Gallant, un ancien haut gradé jugé proche du mouvement pro-colonisation en Cisjordanie occupée, allait obtenir la Défense.

Inculpé pour corruption dans plusieurs affaires, Benjamin Netanyahu avait été chassé du pouvoir en juin 2021 avant de promettre un retour aux affaires en s'al-

liant avec des partis ultra-orthodoxes et d'extrême droite. Sa coalition comprend les formations Sionisme religieux de Bezalel Smotrich et Force juive d'Itamar Ben Gvir, connus pour leurs positions favorables à l'annexion d'une partie de la Cisjordanie, et Noam d'Avi Maoz, ouvertement anti-LGBTQ.

Retour salué par Vladimir Poutine

Pour de nombreux analystes, Benjamin Netanyahu a multiplié les concessions à ses partenaires dans l'espoir d'obtenir une immunité judiciaire ou l'annulation de son procès pour corruption.

Le président russe Vladimir Poutine a salué son retour de Benjamin Netanyahu à la tête du gouvernement israélien. Il dit souhaiter renforcer la coopération avec Israël «dans tous les domaines». Le président américain Joe Biden a de son côté qualifié le premier ministre nouvellement investi d'«ami depuis des décennies». ■

EN BREF

Djihadistes condamnés en Côte d'Ivoire

La Cour d'assises d'Abidjan a condamné mercredi à la prison à perpétuité dix accusés, dont six par contumace, pour l'attentat djihadiste de la ville balnéaire de Grand-Bassam en Côte d'Ivoire, qui avait fait 19 morts en mars 2016, dont des Européens. Tous les accusés sont de nationalité malienne. Certains, en fuite, ont été condamnés par contumace. AFP

La Bavière inquiète pour Benoît XVI

La dégradation de l'état de santé du pape émérite suscite une vague d'émotion parmi les catholiques en Bavière, sa région natale. «Je vous demande d'accompagner Benoît sur son dernier chemin», a scandé l'évêque auxiliaire de la ville. L'ancien souverain pontife était hier «totalement lucide», dans un état grave mais «stable» selon des sources vaticanes. ATS

Lourd bilan des pluies aux Philippines

Un nouveau glissement de terrain a fait quatre morts dans le sud des Philippines, et deux corps ont été retrouvés noyés près d'une rivière, a annoncé la police hier, portant à au moins 39 le nombre de morts lors des pluies meurtrières de ces derniers jours. Les autorités poursuivent leurs recherches pour retrouver au moins une vingtaine de personnes. ATS

Signes encourageants au Kosovo

Le principal poste-frontière entre la Serbie et le Kosovo a rouvert hier, un premier signe d'une baisse des tensions qui ont suscité des appels internationaux à apaiser l'une des pires crises de ces dernières années dans cette région des Balkans. Ce poste, fermé la veille, est le plus important point de passage avec la Serbie. ATS